



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Des-doutes-sur-la-pertinence-du>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°36 > **Des doutes sur la pertinence du site d'enfouissement des déchets nucléaires**

1er octobre 2007

Des doutes sur la pertinence du site d'enfouissement des déchets nucléaires

La Commission nationale d'évaluation a rendu son rapport sur l'année 2006 sur les recherches menées par l'Andra à Bure. Plusieurs points suscitent des interrogations.

La CNE (Commission nationale d'évaluation) est l'organisme chargé "d'évaluer" les travaux menés par l'Andra sur le site de Bure dans la Meuse. Composée de douze membres, elle est présidée par Bernard Tissot, faisant partie, entre autres, de l'Académie des sciences. Elle a publié son premier rapport annuel, remis au gouvernement le 2 juillet 2007, dans le cadre institué par la nouvelle loi du 28 juin 2006. Dans ce rapport, on trouve notamment des commentaires de la CNE qui peuvent une nouvelle fois semer le doute sur la pertinence du choix de l'enfouissement en profondeur des déchets nucléaires.

Ainsi, la CNE rappelle "qu'on ne dispose pas d'une longue expérience provenant de travaux souterrains dans des argiles indurées profondes." Les conséquences d'événements pouvant se produire à Bure seraient donc difficilement prévisibles. "Cette incertitude, au moins pour ce qui concerne l'échelle locale, doit être gardée à l'esprit", poursuit le rapport. Un peu plus inquiétantes sont les remarques sur les solutions techniques envisagées pour la sûreté, la réversibilité et l'ingénierie minière. C'est en 2009 que ces options doivent être présentées.

Or, la CNE indique que "l'état des connaissances scientifiques n'a pas encore atteint le degré de maturité nécessaire à un choix assuré de solutions techniques." Ces solutions portent sur le comportement thermo-hydro-mécanique de la roche ou encore sur la quantité de gaz formé par corrosion. Ce problème des gaz n'aurait été pris "à bras le corps par l'Andra que depuis quelques années." Ainsi la CNE conclue qu'"il ne sera pas facile, dans un court laps de temps, de conduire simultanément et en cohérence ces efforts considérables de recherche et de développement."

Des études pourtant nécessaires pour savoir comment le futur ouvrage se comportera dans le temps.

Situation sanitaire

Le rapport relève également que certains "phénomènes inattendus" ou "plus amples que prévus", ont déjà été observés comme la formation de fractures lors de l'avancement des galeries et des déformations. L'organisme estime ainsi que 2009 est une date un peu prématurée pour "que ces questions soient complètement maîtrisées."

Autre point qui risque d'apporter de l'eau au moulin des opposants au projet, le problème du temps. En effet, le document indique clairement que l'impact sur l'environnement sur de grandes échelles de temps reste problématique. "L'extrapolation des propriétés des matériaux à des durées bien plus longues pose un problème de méthode scientifique", avance la CNE. Et de citer les ouvrages souterrains qui sont conçus pour une durée inférieure au siècle alors que la radioactivité des déchets nucléaires peut durer des centaines d'années. "On observe que la prédiction de nombreux phénomènes naturels reste encore incertaine", rappelle ainsi la commission.

Les interrogations portent également sur la santé des populations. Jugées "prioritaires", ces préoccupations font l'objet de propositions de la CNE. A savoir la création d'un "état initial de la situation sanitaire et sociale dans la région Meuse-Haute-Marne", car visiblement, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, on ne dispose pas encore de ce type de document.

Le rapport de la commission est disponible sur le site internet de la Documentation française (collection des rapports publics)
<https://www.ladocumentationfrancaise.fr>

Bertrand Puységou
La Croix de la Haute-Marne - 31.08.07

Les opposants passent à l'action

Les opposants au labo de Bure ont réalisé toute une série d'actions au cours de l'été 2007. Après un stage sur la "désobéissance civile", ils ont monté un canular à Houdelaincourt (Meuse) en annonçant la venue de délégations étrangères "suspectes". Cette commune a donc reçu la visite d' "Américains" et de "Libyens", dont le "colonel Khadafi", venus déposer leurs (faux) déchets sur l'un des sites de forage de l'Andra... Le lendemain, les opposants ont investi l'hypermarché Leclerc de Saint-Dizier pour une dégustation de champagne "Champ'anium". Enfin, ils se sont rassemblés pour une marche la "Trans'mutance".

A voir : "TOUS N'ONT PAS DIT OUI"

Depuis 1980, l'industrie nucléaire, dépassée par la gestion de ses propres déchets, cherche à enfouir les plus toxiques. Ceux dont la période de décroissance radioactive pourrait se prolonger - au delà des activités humaines terrestres - pendant des milliers d'années.

Face à de nombreuses tentatives d'enfouir (dans le Gard, dans la Vienne), la réponse des populations a toujours été NON.

En Meuse et en Haute-Marne, dans le cadre abusif de la loi "Bataille", les élus locaux ont dit OUI. Contre l'avis des habitants de la région et soutenus par une manne financière conséquente, ils ont accepté que dans leur région s'installe d'abord un laboratoire de recherche, puis un centre d'enfouissement des déchets à vie longue.

Autour du site retenu par l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) à BURE dans le sud meusien, les populations locales ont vivement réagi. Les arguments qu'elles opposent vigoureusement ne manquent pourtant pas de bon sens et de légitimité : NON à l'enfouissement de

déchets dont on sait tous d'ores et déjà qu'il est irréversible - NON à l'enfouissement des responsabilités des générations actuelles - NON à un pari complètement fou qui met inéluctablement en péril les générations à venir.

OUI à une gestion plus raisonnée des déchets existants - OUI à d'autres modes de production énergétique - OUI au principe de précaution - OUI à la sortie du nucléaire, nécessaire et impérative...

Ce n'est pas nouveau, démocratie et nucléaire n'ont jamais fait bon ménage... le film d'Alain Ries retrace la lutte des hommes et des femmes qui, depuis 1994 dans un petit coin perdu de l'est de la France, s'opposent au rouleau compresseur du lobby nucléaire.

Film : **"Tous n'ont pas dit oui"**

Durée : 26 mn

Réalisation : Alain Ries - ries.a@club-internet.fr

Musiques : Patricia Dallio

<https://www.patriciadallio.com/>

Auteur du Cd audio "D'où vient l'eau des pluies".

Vite ! Commandez ce DVD

en envoyant un chèque de 11 euros à :

Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Ou dans la boutique en ligne :

<https://boutique.sortirdunucleaire.org/>